

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

L'entreprise solidaire, un modèle anticrise

- Jeudi 4 juin : premier « Parlement des entrepreneurs d'avenir »
- Reportages dans des organisations en plein essor
- Des initiatives innovantes qui intéressent grands groupes et PME



Jeudi 4 juin, 230 chefs d'entreprises se presseront dans les locaux de l'Assemblée nationale pour le premier Parlement des entrepreneurs d'avenir. Sans mandat électoral. Mais dans l'in-

Dossier

tention de faire progresser une cause qui leur tient à cœur : la responsabilité sociale, environnementale et sociétale des entreprises. Des thèmes appelés à devenir des critères

de performance, au même titre que les taux de croissance de chiffres d'affaires et autres résultats financiers, estime Jacques Huybrechts, organisateur, avec Sylvain Kern, de cette manifestation dont Le Monde est partenaire.

Ces patrons de PME, venus de tout l'Hexagone, ont été sélectionnés en fonction de leur pratique et de leurs engagements après un appel qui a vu affluer plus de mille candidatures. Les inscriptions pour assister aux débats sont closes depuis plusieurs jours en rai-

son du nombre de demandes « phénoménal ». Un tel engouement, en pleine crise économique, montre que l'enjeu pourrait ne plus être seulement cosmétique, destiné à donner une bonne image, mais essentiel économique. Pour les entreprises sociales, bien sûr, mais aussi pour des entreprises plus traditionnelles, dont les résultats commerciaux commencent à dépendre du respect de nouveaux critères.

Les premières, dont le cœur de métier est d'apporter des réponses

aux problèmes sociaux et sociétaux, changent à vive allure. Finie l'époque où agir socialement consistait à œuvrer pour le bien public par pure charité. « La charité est une notion que j'exècre », insiste Jean-Marc Borello, délégué général et président du directoire du Groupe SOS, l'une des principales entreprises sociales françaises.

Ces entrepreneurs recrutent ou se font aider par les meilleurs gestionnaires et financiers pour conduire leur stratégie.

►►► Lire la suite page 4

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



Le redressement économique européen semble aussi incertain que lointain

Chronique p. 3

« Pétrole : le retour du yo-yo », par Philippe Chalmin

Stratégie p. 6

Tarkett à la conquête de l'Europe de l'Est

Nicolas
Baverez



Huit défis pour demain



Le capitalisme mondialisé, après avoir frôlé l'effondrement en 2008, devrait conjurer le risque de dépression en 2009 grâce à la relance aux Etats-Unis et en Chine. Mais il est illusoire d'espérer le retour à la croissance intensive du dernier quart de siècle. Huit défis domineront l'après-crise.

1. La croissance faible. L'économie mondiale, qui se développait à un rythme annuel de 5,2 % avant la crise, devrait renouer, en 2010, avec une croissance lente, de l'ordre de 2,5 % par an. L'activité restera durablement molle dans les pays développés en raison du désendettement des ménages, de la restriction du crédit durant la reconstitution des fonds propres des banques et de la normalisation des politiques monétaire et budgétaire.

2. Le chômage de masse. Depuis 2007, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon comptent plus de 10 millions de chômeurs supplémentaires. Le taux de chômage devrait y demeurer autour de 12 %. La reprise sera trop faible pour créer de nouveaux emplois. Un chômage durable va s'installer, comme dans les années 1970.

3. L'hyper dette des Etats. La dette publique approchera 100 % du produit intérieur brut dans la plupart des pays développés dès 2012. La déflation n'a été enrégulée qu'au prix d'un vaste et dangereux transfert des dettes du secteur financier vers les Etats. A terme, seul un délicat équilibre entre la croissance, les hausses de prélèvements et l'inflation pourra réduire la dette publique.

4. La bulle financière des banques centrales. C'est en abaissant leur taux d'intérêt de 4,60 % à 1,25 %, en injectant massivement des liquidités et en rachetant des titres et du papier commercial que les banques centrales ont répondu à la crise. Le bilan de la Réserve fédérale américaine est ainsi passé de 850 milliards, à 4 500 milliards de dollars (3 250 milliards d'euros), dont les deux tiers sont constitués d'actifs toxiques. Les banques centrales sont devenues de gigantesques fonds spéculatifs, qui ne pourront plus jouer leur rôle de prêteur en dernier ressort tant que leur bilan n'aura pas été assaini.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

- Paroles d'experts Ingénieurs Page 8
- Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
- Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé
- Industries et technologies
- Carrières internationales ■ Multiposte
- Collectivités territoriales

Pages 7 à 12

Consultez notre site : www.lemonde.fr

Scénarios pour une sortie de crise

Lundi 15 juin 2009 - 16h45 + + + + +

Débats animés par Antoine Reverchon, responsable du Monde Economie



PROGRAMME ET INTERVENANTS

Introduction d'Eric FOTTORINO, directeur du Monde

Faut-il remettre en cause les modèles de formation des dirigeants ?

Pascal MORAND, directeur général ESCP Europe
Bernard RAMANANTSOA, directeur général HEC

Remettre la finance au service de l'économie

Pierre SIMON, président de la CCIP
Didier MARTEAU, professeur ESCP Europe
Bernard MAROIS, professeur émérite HEC

Où sont les nouveaux leviers de la croissance ?

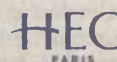
Jean-Claude KARPELES, chef d'entreprise, membre élu de la CCIP
Delphine MANCEAU, professeur ESCP Europe

Restaurer la confiance dans l'entreprise et la crédibilité de l'entrepreneur

Pierre DESCHAMPS, chef d'entreprise, membre élu de la CCIP
Laurent MARUANI, professeur HEC

Conclusion de Michel PÉBEREAU, président du conseil d'administration BNP Paribas

Le Monde



Chambre de commerce et d'industrie de Paris
27 avenue de Friedland • Paris 8
Inscriptions en ligne sur le site
<http://www.etudes.cciip.fr>



L'éclairage Le Vieux Continent cumule les effets de l'éclatement des bulles immobilières dans certains pays et de l'effondrement des exportations pour d'autres

Sombre pronostic pour l'Europe

Par Martin Wolf

Pourquoi l'Union européenne souffre-t-elle tant d'une crise qui a démarré outre-Atlantique ? D'après les dernières estimations, son économie devrait se contracter de 3,6 % en 2009, tandis que celle des Etats-Unis ne connaîtra qu'une contraction de 2,9 %. La crise frappe donc plus durement ceux qui ont fait preuve de frugalité que ceux qui ont montré de la prodigalité. Cela paraît injuste ; ça ne l'est pas car les pays frugaux dépendent des pays prodigues.

Le redressement passe par une relance des dépenses... des Etats-Unis

Un des moyens de l'illustrer est d'examiner la différence entre les revenus et les dépenses dans les trois principaux secteurs – public, privé et celui des investissements étrangers. Par définition, leur somme doit être égale à zéro. Lorsque le secteur privé diminue ses dépenses, le déficit des comptes courants diminue et la balance budgétaire se détériore.

Au sein de la zone euro, les Pays-Bas et l'Allemagne ont enregistré d'énormes excédents privés en 2007, représentant respectivement 9,5 % et 7,8 % de leur produit intérieur brut (PIB), contrebalancés par ceux des comptes courants, atteignant respectivement 9,8 % et 7,6 % du PIB.

Ces excédents néerlandais et allemands étaient compensés, à l'échelle de l'UE, par les déficits des autres Etats. Ceux de l'Espagne étaient les plus importants : en 2007, le déficit de son secteur privé, alimenté par la bulle immobilière, représentait 12,3 % de son PIB, celui des comptes courants 10,1 % du PIB. La Grèce, l'Irlande et le Portugal connaissaient aussi de gros déficits de leur secteur privé et de leurs comptes courants.

Sur la période 2007-2009, les balances du secteur privé des pays ayant entretenu une bulle devraient renverser spectaculairement la tendance pour passer à un excédent atteignant 15,8 % du PIB en Irlande et 14 % du PIB en Espa-

gne. Dans ces deux pays, la principale compensation devrait être une forte détérioration des situations budgétaires, mais les balances des paiements devraient par ailleurs s'améliorer, passant respectivement à 3,6 % et 3,2 % du PIB. La balance du secteur privé britannique devrait aussi connaître une amélioration et s'établir à 8,9 % du PIB, compensée, là, par une énorme détérioration de la situation budgétaire.

Pour l'essentiel, le secteur privé des économies « post bulle » devrait dépenser moins en 2009 qu'il y a deux ans. Mais, l'effet pourrait être dévastateur sur les pays excédentaires dépendant de leurs exportations de produits manufacturés. Outre-Rhin, la balance du secteur privé ne devrait pratiquement pas connaître de changement mais, du fait de cette dépendance à l'export, elle sera affectée négativement par la baisse des dépenses ailleurs dans le monde.

Les conséquences de la crise en Europe orientale et centrale sont tout aussi frappantes. Selon le dernier « Rapport sur les perspectives économiques mondiales » publié par le Fonds monétaire international (FMI), les flux de capitaux vers cette zone diminueront fortement en 2009, passant de 9,5 % du PIB en 2007 à -0,7 % en 2009, ce qui va entraîner une baisse sensible des déficits extérieurs synonyme de forte récession. En Lettonie, on prévoit une oscillation de la balance du secteur privé équivalente à 32 % du PIB en deux ans. Il n'est donc pas étonnant que la Commission européenne juge que, en 2009, le PIB de cet Etat balte pourrait se contracter (de 13 %) tout comme celui de ses voisins (de 11 % en Lituanie et de 10 % en Estonie).

Le secteur bancaire européen est aussi gravement endommagé. Selon le « Rapport sur la stabilité financière mondiale », lui aussi publié par le FMI, la dépréciation des actifs bancaires atteindrait, en 2009 et 2010, un total de 750 milliards de dollars (536 milliards d'euros) dans la zone euro et de 200 milliards de dollars au Royaume-Uni, contre 550 milliards seulement aux Etats-Unis.

Le montant des fonds propres nécessaires pour ramener le ratio d'endettement des banques de la zone euro à 25 pour 1 s'élèverait à 375 milliards de dollars – et à 125 milliards de dollars pour leurs homologues britanniques –.

contre seulement 275 milliards de dollars pour les établissements américains. Les banques occidentales sont aussi très exposées en Europe centrale et orientale. Bruxelles observe d'ailleurs que « les établissements des "vieux" Etats membres détiennent environ 950 milliards d'euros de créances chez les "nouveaux" et sur les autres marchés émergents européens, soit environ 82 % du total des créances étrangères. En termes absolus, les banques autrichiennes, allemandes, italiennes et françaises sont les plus concernées ».

Le Vieux Continent s'est donné l'illusion de la bonne santé grâce aux dépenses des pays de sa périphérie ouest, sud et est. Or, les bulles du prix des actifs, la croissance du crédit et le boom des investissements se sont effondrés quand éclatait une bulle plus importante encore aux Etats-Unis. Cet effondrement a eu un effet dévastateur sur l'activité de pays dépendants de leurs exportations, l'Allemagne étant le plus important. Et la mauvaise gestion du risque a durement affecté de nombreuses banques européennes.

L'Europe pourrait espérer revivre des temps meilleurs avec un rétablissement classique du secteur privé. Malheureusement, dans les économies post bulle, un tel redressement est peu probable : il impliquerait un creusement des déficits de ceux qui sont déjà lourdement endettés.

Ce qui nous laisse avec deux réponses européennes possibles, l'une, probable mais indésirable, la seconde désirable mais peu probable. La première postule que la demande sera relancée par des expansions budgétaires non

tenables dans des économies post bulle ; la seconde, que la demande privée reprendra de la vigueur dans les économies solvables, notamment en Allemagne. Faute de l'une des deux, l'Europe devra attendre que le remède approprié soit administré, depuis les Etats-Unis, sous la forme d'une relance de leurs dépenses. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le Financial Times. © FT. (Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)

Dans ma vie professionnelle, j'ai quelque chose en plus. Je peux changer de métier, de lieu ou de pays, ce sera toujours au service de l'intérêt général et du développement économique. C'est aussi pour cela que j'ai choisi de travailler dans le groupe Caisse des Dépôts.

J'y révèle mon goût de l'audace et de l'efficacité. Que je sois dans l'ingénierie, les transports, l'immobilier, le financement des entreprises, l'assurance ou le loisir, tout ce que je fais sera utile. Nos performances d'aujourd'hui servent des projets à long terme : équipements publics, logements sociaux, infrastructures.

Et si mes enfants vivent demain dans un monde meilleur, j'y serai pour quelque chose.

Voir plus loin

Huit défis pour demain

►►► Suite de la première page

5. L'inflation. Réduite à 1,5 %, elle restera limitée à moyen terme par les surcapacités et le chômage de masse. Mais la monétisation des déficits publics par les banques centrales reste porteuse d'une forte inflation différée.

6. Le système monétaire international. La sous-évaluation des monnaies émergentes, la non-convertibilité du yuan – la devise chinoise – ont joué un grand rôle dans les déséquilibres mondiaux. La suprématie du dollar est menacée, mais ni l'Europe ni la Chine ne réunissent les conditions qui feraient de leur devise une monnaie de réserve : déficit de la balance des paiements, forte croissance potentielle, Etat de droit, capacité de projection de puissance.

7. La conversion des modèles économiques. Le retour à une croissance stable et mieux équilibrée mondialement passe par une réindustrialisation basée sur l'économie de la connaissance au Nord, et par la mise en place de systèmes de protection sociale au Sud, seuls à même de dynamiser la demande intérieure.

8. La politique économique. La question monétaire a joui d'un primat absolu dans la politique économique, et porte une responsabilité majeure dans la crise. Il faut réhabiliter des politiques budgétaire, fiscale, industrielle, déployées au plan international pour doter la mondialisation d'institutions et de règles. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



FONDS STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT



C R É A T E U R D E S O L